
Première session, trentième Législature

First Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 7

Bill 7

Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec

An Act to amend the Hydro-Québec Act

Première lecture

First reading

M. MASSÉ

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 7

Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[**1.** La Loi d'Hydro-Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 86) est modifiée en insérant, après l'article 14*a* édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1968, le suivant:

« **14*b*.** La Commission ne paie aucun loyer ou redevance au gouvernement ni aucune taxe ou contribution en vertu de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23); il en est de même des compagnies dont elle détient au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions. »]]

2. L'article 20 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Commission. »

3. L'article 21 de ladite loi est abrogé.

[[**4.** L'article 24 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 4° à 6° par ce qui suit:

« La Commission doit maintenir ses taux d'énergie à un niveau suffisant pour constituer en outre:

4° une réserve adéquate pour le renouvellement du réseau;

5° une réserve pour éventualités;

6° une réserve pour stabilisation de taux;

Bill 7

An Act to amend the Hydro-Québec Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

[[**1.** The Hydro-Québec Act (Revised Statutes, 1964, chapter 86) is amended by inserting, after section 14*a*, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1968, the following:

“**14*b*.** The Commission shall not pay rent or dues to the Government or any tax or contribution under the Taxation Act (1972, chapter 23); the same applies to companies in which it holds at least ninety per cent of the shares.”]]

2. Section 20 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“The auditors' report shall accompany the annual report of the Commission.”

3. Section 21 of the said act is repealed.

[[**4.** Section 24 of the said act is amended by replacing paragraphs 4 to 6 by the following:

“The Commission shall maintain its rates for power at a sufficient level to also establish:

(4) An adequate reserve for the renewal of the system;

(5) A contingency reserve;

(6) A reserve for rate stabilization;

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet fait suite au discours du budget qui annonçait (*Journal des Débats*, quatrième session, vingt-neuvième Législature, volume 13 – numéro 8, page 296) que « les droits hydro-électriques payés par Hydro-Québec, et estimés à \$30 millions pour l'exercice 1973/1974, seront abolis à compter du 1^{er} avril 1973 et remplacés par un prélèvement spécial à même le revenu net de cette dernière. Ce prélèvement sera de \$20 millions pour le prochain exercice ».

Les articles 1 et 7 font disparaître les droits hydro-électriques payables par Hydro-Québec tout en conservant son exemption fiscale et celle de ses filiales.

Les articles 2 et 3 font disparaître l'obligation des vérificateurs d'Hydro-Québec d'indiquer si, à leur avis, son rapport annuel est exact et si ses opérations, au cours de l'année écoulée, ont été conformes à la loi.

Les articles 4 et 5 pourvoient au prélèvement par Hydro-Québec, à même ses revenus, d'une somme de vingt millions de dollars.

L'article 6 permet à Hydro-Québec d'obtenir des immeubles ou forces hydrauliques non seulement du ministre des richesses naturelles mais aussi du ministre des terres et forêts, suivant la compétence respective de l'un et l'autre.

L'article 8 donne effet aux articles 1, 4, 5 et 7 à compter du 1^{er} avril 1973.

EXPLANATORY NOTES

This bill applies the policy announced in the budget speech (*Journal of Debates*, fourth session, twenty-ninth Legislature, vol. 13 – No. 8, p. 296) that "the hydro-electric duties paid by Hydro-Québec and estimated at \$30 million for the 1973/1974 fiscal year, will be abolished from April 1 1973 and replaced by a special deduction from the net income of such company. This deduction will amount to \$20 million for the next fiscal year [translation]."

With sections 1 and 7, the hydro-electric duties payable by Hydro-Québec disappear while its tax immunity as well as that of its subsidiaries is retained.

With sections 2 and 3, the auditors of Hydro-Québec, are no longer required to indicate whether in their opinion its annual report is correct and whether its operations in the year ended were in conformity with the law.

Sections 4 and 5 provide for the deduction by Hydro-Québec, from its income, of an amount of \$20 million dollars.

Section 6 permits Hydro-Québec to acquire immovables or waterpower not only from the Minister of Natural Resources but also from the Minister of Lands and Forests, each according to his respective competence.

Section 8 makes sections 1, 4, 5 and 7 effective from April 1 1973.

7° des fonds disponibles pour verser au gouvernement à même son revenu brut des bénéfices atteignant annuellement une somme de vingt millions de dollars. »]]

[[5. L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit:

« Les fonds disponibles constitués par la Commission conformément au paragraphe 7° de l'article 24 sont payés au ministre des finances par versements trimestriels; les fonds disponibles en sa possession après constitution des réserves prévues aux paragraphes 4° à 6° du même article sont versés ».]

6. L'article 32 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne, après le mot « ministre » les mots « des richesses naturelles ou le ministre des terres et forêts, suivant chacun sa compétence respective, ».

[[7. L'article 42 de ladite loi est abrogé.]]

[[8. Les articles 1, 4, 5 et 7 ont effet à compter du 1^{er} avril 1973.]]

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

(7) Available funds to pay to the Government out of its gross revenue annual profits amounting to twenty million dollars."]]

[[5. Section 25 of the said act is amended by replacing the first three lines of the second paragraph by the following:

"Available funds established by the Commission under paragraph 7 of section 24 shall be paid to the Minister of Finance in quarterly instalments; available funds in its possession after the establishment of the reserves contemplated by paragraphs 4 to 6 of that section".]]

6. Section 32 of the said act is amended by inserting after the word "Minister" in the first line the words "of Natural Resources or the Minister of Lands and Forests, each according to his respective competence,".

[[7. Section 42 of the said act is repealed.]]

[[8. Sections 1, 4, 5 and 7 have effect from April 1 1973.]]

9. This act shall come into force on the day of its sanction.